



# PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

BULLETIN D'INFORMATION

Octobre 1996, vol. 3 No. 6, Montréal, Qc.

*Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala fait parti d'un réseau pan-canadien d'organismes de solidarité qui répondent à la demande des réfugiés guatémaltèques en matière d'accompagnement international avant, pendant et après leur retour au Guatemala. Le PAQG a donc pour but de former des accompagnateurs et de sensibiliser la population québécoise au sujet des réfugiés guatémaltèques au Mexique.*

## COMMÉMORATION DU MASSACRE DE XAMAN

par Claude Rioux

Samedi, le 5 octobre dernier, une cinquantaine de membres et de sympathisants du Projet Accompagnement se sont rassemblés à Ottawa afin de commémorer le massacre de 11 paysans autochtones retournés au Guatemala après plus d'une décennie d'exil au Mexique. Une année déjà est passée depuis que des soldats de l'armée guatémaltèque ont ouvert le feu sur les membres de la communauté *Aurora 8 de octubre*, près de Xaman, dans la province de l'Alta Verapaz au Guatemala. Le rassemblement commémoratif devant le Monument des droits de la personne avait pour but de marquer la date de cet événement tragique, de dénoncer la lenteur du processus judiciaire dans le cas de Xaman et de souligner que l'impunité existe toujours au Guatemala malgré les négociations de paix en cours en ce moment.

La commémoration a débuté avec une courte intervention de Carole Sauvé sur l'importance de la solidarité avec le peuple du Guatemala. Selon elle, l'appui national et international aux initiatives visant à mettre un terme à l'impunité dans le cas de Xaman est essentiel pour assurer une véritable justice sociale au Guatemala. Un ancien accompagnateur a ensuite raconté son expérience personnelle auprès des survivants du massacre, hospitalisés dans la capitale guatémaltèque en octobre 1995. En fin, Angela Contreras du Comité des Guatémaltèques en exil a pris la parole afin de dénoncer l'impunité qui perdure au Guatemala et remercier «*los compañeros y las compañeras*» du Projet Accompagnement pour leur soutien aux réfugiés.

Au Guatemala, à partir de l'aube le 5 octobre, les résidents de la communauté *Aurora 8 de octubre* ont commémoré le massacre de 11 de leurs amis et membres de leur famille par une journée de protestation et des cérémonies mayas. «Nous commémorons cette tragédie avec douleur», écrivent-ils dans un communiqué. «Un an après le massacre, le processus judiciaire n'est même pas

rendu aux étapes intermédiaires devant confirmer les chefs d'accusation.»

Vingt-six militaires sont accusés de l'exécution sommaire de 9 adultes et de deux enfants et de 24 tentatives d'exécution. C'est la première fois que des poursuites contre des militaires sont intentées par un tribunal civil. Mais les plaignants dans cette affaire ont dû faire face à de nombreux obstacles. Des preuves importantes, dont certains vêtements des victimes, ont disparu et l'armée n'a toujours pas remis aux autorités civiles toutes les armes utilisées lors du massacre. Le 30 mai dernier, huit soldats impliqués dans le massacre, dont l'officier qui a donné l'ordre de faire feu, Camilo Lacan Chaclan, se sont vus accorder leur libération sous caution avec assignation à la base militaire de Cobán, dans le même district où se sont déroulés les sinistres événements du 5 octobre 1995.

Le 19 juillet, la Cour suprême a confirmé la suspension du juge qui s'occupait de cette affaire suite à l'examen de nombreuses irrégularités judiciaires survenues dans le dossier. Le 13 septembre, le nouveau juge Emilio Noriega rapportait que le procureur général du Guatemala avait remis au tribunal l'ensemble des documents relatifs au cas Xaman, auquel manquaient cependant 201 pages. Vu l'importance potentielle du contenu des documents «disparus», le juge s'est dit incapable de continuer à entendre l'affaire et a suspendu les procédures et le procès demeure toujours en suspens.

[NDLR: Le 14 octobre, la Cour d'appel du Guatemala a révoqué la libération sous caution accordée le 30 mai dernier aux huit des 26 soldats impliqués dans le massacre de Xaman. Ils seront emprisonnés à nouveau.]

## ACTIVITÉS SUR LE GUATEMALA ORGANISÉES EN NOVEMBRE

**Le mercredi 13 novembre à 19h30 (espagnol-anglais)**  
Conférence publique avec Dario Caal au Social Justice Committee of Montréal.  
1857, boul. de Maisonneuve Ouest (métro Guy). Pour information : (514) 933-6797

**Le jeudi 14 novembre à 19h (espagnol-français)**  
Conférence publique avec Dario Caal à l'Université Laval à Québec et projection du film Tierra Madre. Pavillon De Coningue, local 2-C.  
Pour information : (514) 681-1905

**Le samedi 16 novembre à 10h à 12h30 (espagnol-français)**  
Conférence publique avec Dario Caal au Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine.  
25, rue Jarry Ouest à Montréal (métro Jarry)  
Pour information : (514) 387-2541

**Du 22 au 28 novembre (avec sous-titres français)**  
Projection du film Tierra Madre au cinéma Parallèle 3726, boul. St-Laurent (métro Sherbrooke)

Projection du film Tierra Madre au cinéma Parc (avec sous-titres anglais)  
3575, Avenue du Parc (métro Place des arts sortie Jeanne-Mance et autobus 80)  
Pour information : (514) 849-7888

**Du 10 décembre au 5 janvier**  
Exposition de photos «Les enfants de la rue au Guatemala : messagers d'art», organisée conjointement par Jeunesse du Monde et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) à la galerie Art Dépot 4986-B Queen Mary à Montréal (métro Snowdon)  
Pour information : (514) 737-5700



## TERRE SACRÉE

Version originale espagnole avec sous-titres français, 54 min., réalisé et produit par *Mary-Ellen Davis*, Productions B'alba, Guatemala, 1995. Distribution : Cinéma libre.

Au Guatemala, la terre appartient à peu de gens, et surtout pas aux paysans mayas. Dans un pays assombri par la guerre, la quête d'un lopin à cultiver frise l'épopée! Tel est le propos que ce documentaire illustre à l'aide d'exemples éloquents.

Malgré les arrestations, les menaces, la destruction de leur récolte, une communauté q'eqchi défend ses droits ancestraux sur l'une des propriétés d'un agroexportateur. Ailleurs, parce qu'ils réclament un salaire ou quelques arpents de terre, des paysans q'eqchi se font accuser d'être des guérilleros. En 1982, l'armée a massacré huit cents paysans métis -hommes, femmes, enfants- venus fonder un village quatre ans plus tôt; les voisins et les survivants racontent...

Envers et contre toutes ces injustices, ces tragédies, les gens continuent de célébrer la vie par la musique, la danse, les cérémonies, les offrandes. L'espoir triomphera-t-il de la violence? Terre sacrée parle de courage, de foi, de conflit mais aussi de paix.

*Le dimanche 17 novembre à 14h (avec sous-titres français), lancement du film Tierra Madre (Terre sacrée) au cinéma de l'O.N.F. 1564, rue St-Denis à Montréal (métro Berri).*

*Pour information : (514) 849-7888*

### *Séminaire Guatemala*

Les thèmes du séminaire

- \* Solidarités et démocraties :  
et si le Sud inspirait le Nord?*
- \* Les négociations de paix*
- \* La construction d'une démocratie participative*
- \* Des pistes pour l'action solidaire*

**29-30 novembre 1996**

ONF, 1564, rue Saint-Denis

**Information : CISO (514) 356-8888**

# nouvelles du sud---nouvelles du sud--nouvelles du sud--nouvelles du sud

par Roberto Nieto, Christian Champigny et Marc Drouin

## Les négociations de paix

Le 19 septembre dernier, les représentants du gouvernement, de l'armée et de l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (URNG) ont signé un accord sur «le renforcement du pouvoir civil et le rôle de l'armée dans une société démocratique». L'accord «sectoriel» établit une série de mesures prévoyant principalement une diminution, à moyen terme, d'un tiers du budget et des effectifs militaires, et une restructuration du système judiciaire et législatif. Le gouvernement prévoit toujours signer un accord de paix définitif d'ici la fin de l'année, mais plusieurs points litigieux restent à négocier.

## Axworthy annonce le renforcement de la coopération avec le Guatemala

De passage au Guatemala le 12 septembre dernier, le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a annoncé que le Canada entendait renforcer l'aide au gouvernement et à la population du Guatemala. M. Axworthy a fait cette annonce après sa rencontre avec le président guatémaltèque, Alvaro Arzú. «Notre désir de renouveler la coopération avec les institutions gouvernementales du Guatemala et de poursuivre notre travail avec la société civile fait suite aux efforts du président Arzú pour mener à bien le processus de paix», a déclaré M. Axworthy.

Tenant compte de la situation des droits humains qui demeure désastreuse au Guatemala, les membres du Comité de travail sur le Guatemala, composé de groupes et d'ONG du Québec, «déplorent le fait que cette reprise de l'aide bilatérale soit annoncée sans une consultation préalable auprès des organismes québécois et canadiens intervenant au Guatemala. Fait d'autant plus déplorable, selon le Comité de travail, que le gouvernement canadien avait manifesté un intérêt certain à recueillir les impressions des ONG sur la question du renouvellement de l'aide bilatérale [...] ».

## Collaboration canadienne en Amérique centrale

Toujours au Guatemala le 12 septembre, M. Axworthy a profité d'une rencontre avec les ministres des Affaires étrangères du Belize, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et du Salvador, pour annoncer que le Canada entendait renforcer sa collaboration avec l'Amérique centrale. Cette rencontre d'une journée a permis de poursuivre «les consultations fructueuses» qui ont eu lieu à Ottawa en mai dernier entre les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères du Canada et des pays d'Amérique centrale. «Cette visite illustre l'essor des relations entre le Canada et l'Amérique centrale, et l'élargissement du rôle du Canada dans l'hémisphère», a déclaré M. Axworthy en compagnie de Christine Stewart, secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique. «Les gouvernements de la région, selon le ministre, déploient beaucoup d'efforts pour enfin tourner la page et oublier les conflits passés. C'est dans ce sens que nous entendons les aider.»

Le Canada appuiera donc une nouvelle initiative qui vise à étendre l'électrification en Amérique centrale. Selon le ministère des Affaires extérieures et du Commerce international, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) versera 25 millions de dollars sur cinq ans à partir de 1997 «afin que l'électricité soit distribuée de façon plus efficace, constante et équitable dans tous les pays de l'Amérique centrale».

À peine un mois après l'annonce du ministre canadien, le pdg de la Société d'énergie électrique du Guatemala (EEGSA), Oscar Villagran Garcia, annonçait que les tarifs horaires pour les consommateurs résidentiels allaient grimper de 64% à partir du 15 octobre. Le procureur des Droits de la personne, Jorge Garcia Laguardia, a promis de demander une injonction contre la hausse des tarifs car la population, déjà grandement défavorisée, ne pourra composer convenablement avec une telle augmentation.

## Les réfugiés au Mexique

Le gouvernement mexicain a rendu public le 14 août dernier sa nouvelle politique d'intégration. Le programme annoncé permettra la régularisation du statut légal des réfugiés voulant demeurer au Mexique en permanence par l'octroi du document FM-2 donnant un droit de mobilité sur le territoire national, un droit de travail salarié et éventuellement la possibilité d'obtenir la citoyenneté mexicaine. Pour leur part, les réfugiés qui veulent retourner au Guatemala pourront acquérir le permis de résidence temporaire FM-3 permettant également mobilité et travail en attente de leur retour.

Le plan prévoit aussi l'amélioration des infrastructures dans les camps de réfugiés, la mise sur pied d'un programme de formation technique et enfin, engage le gouvernement mexicain à assurer la scolarité dans les camps jusqu'à la neuvième année. Le plan d'intégration commencerait au Campeche et au Quintana Roo et s'étendrait au Chiapas au milieu de 1997, aurait indiqué informellement le gouvernement mexicain.

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, entre 75 et 80% des réfugiés habitant les états de Campeche et du Quintana Roo opteraient pour la résidence permanente. Quelques 30 000 réfugiés guatémaltèques vivent toujours au Mexique, dont la moitié des enfants sont déjà mexicains de naissance.

L'offre mexicaine d'intégration arrive dans une période où l'appui non gouvernemental diminue considérablement pour les réfugiés qui sont encore au Mexique. Plusieurs ONG estiment que leur travail avec les réfugiés se terminera avant la fin de l'année et se cherchent une nouvelle orientation. De plus, les Commissions permanentes (CP) ont fermé plusieurs bureaux au Mexique. Au manque d'appui, s'ajoute un nombre décroissant de dirigeants expérimentés dans les camps, la plupart ayant quitté le Mexique pour regagner leur pays, ce qui retarde et parfois complique l'organisation des retours.



## Démobilisation des PAC

Le 30 juin, journée nationale de l'armée, le ministre de la défense du Guatemala a annoncé le début de la démobilisation des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC). Selon le ministre, la démobilisation serait complétée d'ici la fin de l'année. Les PAC sont composées de civils qui ont été recrutés (souvent de force), entraînés et armés par les forces militaires. Elles ont été créées en 1981 sous l'égide du général Lucas Garcia, mais leurs effectifs ont culminé en 82-83, pendant l'époque intensive de la campagne de «pacification» du général Rios Montt. Aujourd'hui, les PAC sont composées d'environ 350 000 patrouilleurs et elles sont tenues responsables d'un grand nombre de violations des droits humains commis dans le pays depuis leur création.

Malgré l'annonce de la dissolution des PAC, des organisations qui ont longtemps réclamé leur démobilisation mettent un bémol à leur enthousiasme. Maria Camil, de la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA), insiste sur le fait que le démantèlement doit être total «puisque [l'armée] peut vouloir les utiliser à d'autres fins, pour d'autres travaux». Rappelons les commissaires militaires qui ont été destitués en 1995 mais qui restent armés dans plusieurs régions du pays et aux services des forces militaires.

Selon le Comité d'unité paysanne (CUC), il existe un écart important entre les décrets de l'armée et ce qui se vit dans les communautés où les PAC maintiennent un climat de peur. D'autant plus que les PAC constituent un secteur de la société qui demeure très réticent aux négociations de paix.

Depuis l'annonce du mois de juin, des PAC ont été démobilisés lors d'événements publics très médiatisés où étaient présents, entre autre, la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) et les représentants de l'armée. Le 13 septembre, plus de 10 000 patrouilleurs ont remis leurs armes à Barillas, Huehuetenango, et le jour d'après plus de 2 000 autres ont fait de même à Chimaltenango dans la province du même nom. La semaine suivante ce fût le tour de plus de 9 000 autres PAC dans la province du Chiquimula.

Plus de la moitié des PAC n'ont pas encore déposé leurs armes. Il reste donc à voir comment tous les changements prendront effet dans la pratique et comment les PAC seront intégrés à la vie civile.

## Entente sur les crédits

Le 12 juin dernier, après plus de trois mois de négociations avec le gouvernement guatémaltèque, les réfugiés ont signé une entente sur le règlement des crédits fonciers. Les différentes organisations qui les représentent, dont les trois versants des Commissions permanentes (CP), ont adopté une position commune face au gouvernement. L'Association des réfugiés guatémaltèques dispersés au Mexique (ARDIGUA) et la Coordination des blocs de retour (CBRR) sont aussi signataires de l'entente et bénéficieront maintenant des conditions stipulées dans l'Accord du 8 octobre 1992 pour le retour au Guatemala.

Le nouveau règlement sur les crédits est plus détaillé et passablement plus restrictif que le précédent. Le point le plus difficile des négociations portait sur le nombre de personnes devant vivre dans chaque communauté. Selon le gouvernement, plusieurs communautés de retour ont une population inférieure à celle stipulée dans des études sur la capacité de charge utile de chaque communauté. Par conséquent, le nouveau règlement stipule que des gens «de l'extérieur» pourraient venir compléter une communauté si elle n'est pas remplie à pleine capacité 120 jours après un premier retour.

Le gouvernement refusera d'octroyer de nouveaux crédits pour l'achat de terres tant que les communautés de retour déjà installées au Guatemala n'atteignent pas le nombre maximal d'habitants stipulé dans leurs études. Le gouvernement a mis sur pieds une commission afin de constater le nombre d'habitants dans chaque communauté. Les retournés en profiteront pour faire valoir leur critères pour une vie communautaire digne, garantie dans l'Accord du 8 octobre 1992, et qui ne se basent pas exclusivement sur des données démographiques.



## Nouvelle coordination

Après deux ans de travail intensif pour le PA au Guatemala, Margie Loo laisse la coordination pour retourner à son île natale, l'Île-du-Prince-Édouard. Nathalie Brière prolongera son contrat de travail pour une autre année et elle sera accompagnée à partir de la mi-novembre par Valérie Huff, originaire de Crescent Valley en Colombie-Britannique, qui remplacera Margie. Valérie a été accompagnatrice en 1994 et elle a aussi travaillé en Nouvelle-Guinée et en Équateur.

Pour leur part, après une année bien remplie, Nathalie Gauthier et Marc Drouin cèdent la coordination du PAQG à Claude Rioux. Bonne chance à notre nouvelle coordonnatrice au Guatemala et à notre nouveau coordonnateur à Montréal. Bonne chance aussi et un gros merci à Margie, Nathalie et Marc en espérant qu'il et elles reviendront vite nous voir!

Le jeudi matin dès 9h00  
à Radio centre-ville...

nouvelles,  
entrevues,  
musique  
et beaucoup

plus....

**Terre de mois**

L'ÉMISSION  
DU PROJET  
ACCOMPAGNEMENT  
QUÉBEC-GUATEMALA

SYNTHONISEZ LA FRÉQUENCE

**102,3 FM**

A MONTRÉAL ...

ET TENEZ VOUS AU COURANT!

# La CIA au Guatemala :

## terrorisme et politique étrangère américaine

par Marc Drouin

Du 27 au 29 juin dernier, les chefs des sept puissances industrialisées du monde se sont réunies à Lyon pour discuter des effets positifs de la mondialisation de l'économie et des échanges, de la dette des pays «exclus» et... du terrorisme. À peine deux jours après l'attentat du 25 juin contre la base américaine de Dhahran, en Arabie saoudite, le président des États-Unis, Bill Clinton, en pleine campagne électorale, a réussi à modifier en catastrophe l'ordre du jour du Sommet afin de mobiliser ses partenaires du G7 dans la lutte contre le terrorisme<sup>1</sup>. Selon François Brousseau du Devoir, «l'introduction *in extremis* du terrorisme comme thème central du Sommet avait clairement comme but de détourner l'attention de la question des sanctions unilatérales des Américains contre Cuba»<sup>2</sup>. Certes, mais elle a aussi détourné l'attention d'un rapport de 67 pages du gouvernement américain sur les agissements de son service de renseignements, la CIA, au Guatemala, rapport rendu public le 28 juin alors que Clinton était en France.

Le rapport est l'aboutissement de 15 mois d'enquête suscités, en partie, par les affirmations faites en mars 1995 par le député démocrate Robert Toricelli<sup>3</sup>, à l'effet que la CIA avait à sa solde un officier de l'armée guatémaltèque compromis dans la mort d'un américain, Micheal DeVine, et d'un guérillero guatémaltèque, Efrain Bamaca, époux d'une citoyenne américaine, Jennifer Harbury. L'autre moteur derrière la tenue de l'enquête et la publication du résumé de son rapport au Congrès était la Coalition *Missing* aux États-Unis dont plusieurs membres ont été eux-mêmes victimes de violence au Guatemala. Leurs actions depuis des années auprès du public et du gouvernement américain ont fait suffisamment pression pour que l'incontournable complicité des USA dans la répression au Guatemala éclate au grand jour et provoque la mise sur pieds d'une commission d'enquête.

Depuis la disparition de son mari, Efrain Bamaca, aux mains de l'armée guatémaltèque en mars 1992, Jennifer Harbury, membre de la Coalition *Missing*, n'a cessé ses démarches afin de le retrouver : exhumations de fausses communes et grève de la faim devant la prison clandestine de la *Politécnica* au Guatemala en 1993, dénonciations devant la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève, campagne internationale de lettres et de pétitions, une autre grève de la faim, celle-ci de 32 jours devant le Palais national à Guatemala Cité en 1994 et une troisième grève de la faim devant la Maison

Blanche à Washington en 1995... Tout ça pour apprendre que son mari est mort torturé par des officiers de l'armée guatémaltèque qui, selon les affirmations de Toricelli, travaillaient pour la CIA et que le gouvernement américain avait toujours été pleinement au courant de sa détention, de son «interrogatoire» et de son décès.

### Ce que plusieurs savaient pertinemment

L'enquête a été ordonnée le 30 mars 1995 par le président Clinton. Elle a été confiée à la Commission de supervision des renseignements de la Maison Blanche, créée en 1976 par le président Ford afin de pouvoir passer en revue les activités des services de renseignement américains. La Commission, composée de quatre membres-bénévoles nommés par le président, a mis à contribution plusieurs instances gouvernementales, dont le département d'État, le Pentagone et l'Agence de sécurité nationale, afin que soient recueillis «toutes les informations pertinentes» sur 18 citoyens américains ou leurs proches morts ou torturés au Guatemala depuis 1984. Le mandat de l'enquête, réduit à ne devoir traiter que des cas survenus entre janvier 1984 et mars 1995 et spécifiquement en rapport avec des citoyens américains, «donnait une première indication de ce que l'histoire ne serait pas respectée en sa totalité»<sup>4</sup>.

Le rapport affirme qu'aucun citoyen américain employé de la CIA ou de toute autre agence gouvernementale était impliqué dans la mort d'Efrain Bamaca. Par contre, le rapport reconnaît qu'un informateur guatémaltèque au service de la CIA, le colonel Julio Roberto Alpirez, a participé à son «interrogatoire» - euphémisme, selon Jennifer Harbury, pour séance de torture. Même chose pour l'américain Micheal DeVine: Alpirez n'a pas été directement impliqué dans sa mort, selon le rapport, même s'il a tenté d'étouffer l'affaire par la suite. Pour les survivants, de telles affirmations ne tiennent pas. Pour Harbury, il n'est toujours pas clair quels liens existaient entre la CIA et les bourreaux guatémaltèques qui ont tué son mari. «En ce qui concerne mon mari, dit-elle, le rapport reconnaît que plusieurs officiers guatémaltèques à la solde de la CIA l'ont torturé, mais le rapport affirme que la CIA ignorait qu'ils étaient des tortionnaires. Voyons donc. Elle le savait pertinemment»<sup>5</sup>.

Le rapport résume ainsi les objectifs de la politique étrangère des États-Unis au Guatemala: «appui à la transition démocratique et renforcement du gouvernement

## Nouvelles des accompagnatrices et des accompagnateurs

par Beth Abbott

Karine Vanthuyne de Montréal accompagne la communauté de *Santa Amelia* dans le *Peten* jusqu'au 18 octobre et prévoit revenir au Québec le 28.

Gaël Jaunasse de Québec est toujours à *Fray Bartolome de las Casas* dans l'*Alta Verapaz*.

Nathalie Des Groseillers de Blainville étudie l'espagnol à *Xela* et participera à la formation dans le Sud à partir du 20 octobre avec Suzie Potvin, qui a quitté Montréal en avion le 16.

Il y a cinq autres accompagnateurs canadiens sur le terrain dont deux à *El Tumbo*, deux à *Ixtahuacan Chiquito* et un autre à *La Lupita*.

*Bon séjour à tous et à toutes!*

## Horaire des rencontres...

Dates des réunions du Comité de coordination et des Assemblées mensuelles des membres du *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Elles auront lieu au local du P.A.

<u>coco</u>	<u>Assemblées</u>
24 oct. 14h00	16 nov. 14h00
14 nov. 14h00	14 déc. 13h00
28 nov. 14h00	18 jan. 13h00
12 déc. 14h00	
03 jan. 14h00	
16 jan. 13h00	

### Séance d'information

mercredi, le 13 novembre à 19h00

### Réunions mensuelle à Québec

troisième mardi de chaque mois.

880, rue Père-Marquette.

### Séance d'information à Québec

mardi, le 5 novembre à 19h15.

880, rue Père-Marquette, Local 202.

---

Ce bulletin d'information a comme objectif de vous informer de la situation des réfugiés guatémaltèques au Mexique, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*. Vous voulez y contribuer? Contactez *Erin Reid* au 272-9443.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Erin Reid

Beth Abbott

Roberto Nieto

Christian Champigny

Claude Rioux

Marc Drouin

Caleli

Karine Frisou-Dugas

---

*Projet Accompagnement Québec-Guatemala*

420, rue St-Paul est, bureau 202

Montréal, QC, H2Y 1H4

Téléphone: 840-1008

Télécopieur: 840-1185

Courrier électronique: [paqando@web.apc.org](mailto:paqando@web.apc.org)